DÉPARTEMENT DU CALVADOS -- Ve CIRCONSCRIPTION

Elections Législatives du 23 Novembre 1958

Electrices, Electeurs,

Vous allez voter. Vous aspirez à voir se réaliser une politique de Paix et de Progrès Social. Or, la bourgeoisie entend poursuivre sa politique de course aux profits, de guerre en Algérie, et de réarmement. Avec le scrutin d'arrondissement destiné à réduire la représentation ouvrière et communiste, elle tente d'autant plus d'empêcher une forte opposition au Parlement que les conséquences de sa politique sont plus pressantes et plus aigues que jamais.

UNE SITUATION AUX GRAVES REPERCUSSIONS LOCALES

Le coût de la vie ne cesse d'augmenter. Pourtant depuis dix ans, la production par ouvrier s'est accrue de 40 %, apportant au Grand Patronat des profits fabuleux. La crise économique menace. Déjà le chômage partiel se développe : on débauche de plus en plus dans le bâtiment, on chôme dans les mines, etc...

Cependant, ce n'est pas le travail qui manque !

L'Etat médiocre de la voirie nationale n'est plus à dire. 560 communes du département n'ont pas d'adduction d'eau potable. 2.000 foyers sont encore sans électricité. Des milliers de logements sont à construire. L'habitat rural est vieux de plus d'un siècle. Il manque au moins 500 classes.

De l'argent, il y en aurait, mais...

Depuis 12 ans, les guerres coloniales ruinent le budget de la France. En Algérie, la guerre s'éternise. Elle a déjà coûté la vie à 100 Jeunes du Département.

Notre Pays reste à la remorque des Etats-Unis, de sa politique de réarmement de l'Allemagne revancharde et de course aux armements ruineuse pour notre économie.

LES RESPONSABLES DE LA SITUATION ACTUELLE

Ce sont les dirigeants de la droite réactionnaire comme BIDAULT, LANIEL et SOUSTELLE et des dirigeants de droite du Parti Socialiste et du Parti Radical comme Guy MOLLET et GAILLARD qui ont, depuis dix ans, partagé les responsabilités du pouvoir.

IL FAUT JUGER LES HOMMES ET LES PARTIS SUR LEURS ACTES, c'est-à-dire d'après la politique qu'ils ont soutenue au cours des dernières années.

Nous ne pouvons oublier la responsabilité des apparentés du 2 Janvier 1956, LANIEL, LOUVEL, TRIBOULET, LEROY-LADURIE, représentants directs du Grand Capital. Ceux-ci ont toujours été hostiles à toute réforme favorable aux travailleurs. Malgré leur changement d'étiquette, ils sont mal venus de se présenter comme « Partisans du Renouveau » alors que leurs Partis sont bien décidés à poursuivre la vieille politique du passé.

Nous ne nous laisserons pas abuser par leurs fausses disputes électorales, alors qu'ils sont bien d'accord sur l'essentiel des problèmes.

RIEN DE POSITIF N'A EU LIEU SANS LES COMMUNISTES

Fidèles à leur programme et à leurs engagements du 2 Janvier 1956, mettant en accord leurs actes avec leurs paroles, les communistes ont défendu fermement les intérêts des masses laborieuses. C'est grâce à la majorité déterminée par les 150 députés communistes que furent obtenus les trois semaines de congé et le fonds national de vieillesse.

Il aurait été possible d'en finir avec la Guerre d'Algérie et la vie chère si on avait accepté les propositions d'union de notre Parti. Mais une fois encore, l'anticommunisme a fait le jeu de la réaction, conduisant à la situation actuelle.

L'Union sans exclusive des forces républicaines eut permis et permettrait encore de promouvoir une politique nouvelle, d'aller vers des changements heureux.

NECESSITE D'UNE SOLIDE CPPOSITION COMMUNISTE A L'ASSEMBLEE

La Nouvelle Constitution diminue considérablement le rôle de la prochaine Assemblée Nationale, il sera donc plus difficile que par le passé d'y faire valoir les revendications de la population.

Pour dresser un barrage efficace à l'avance réactionnaire, pour défendre résolument les intérêts des masses laborieuses, il n'y a qu'un seul moyen : c'est d'assurer un groupe communiste important fort de millions de suffrages.

VOTER pour le CANDIDAT COMMUNISTE, c'est non seulement VOTER UTILE, MAIS NECESSAIRE, car le Parti Communiste, qui n'a jamais pactisé avec la réaction, est la seule opposition valable. Ses élus s'appuieront constamment sur la volonté populaire exprimée par ses organisations ouvrières et démocratiques.

TOUT EN POURSUIVANT SON ACTION POUR DEFENDRE A L'ASSEMBLEE NATIONALE LES REVENDICATIONS POPULAIRES, LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS AGIRA POUR REALISER LE PROGRAMME DE JUSTICE SOCIALE ET DE SALUT NATIONAL SUIVANT.

NOTRE PROGRAMME D'ACTION

pour une politique de Justice Sociale et de Salut National

(1) RELEVEMENT DU NIVEAU DE VIE DES MASSES POPULAIRES par l'augmentation des salaires, traitements, retraites, pensions et prestations familiales. Retour à la semaine de 40 heures sans diminution de salaire, création d'une véritable assurance chômage aux frais du patronat. Aide aux petits et moyens paysans. Amélioration du marché des pommes, par la recherche de nouveaux débouchés, par la suppression des droits de régie pour les pommes destinées à la consommation familiale. Aide à l'artisanat, au petit commerce et à la petite entreprise, menacés par les monopoles.

— Suppression des abattements de zônes qui atteignent jusqu'à 8 % pour le salaire minimum garanti et 18 % pour les allocations familiales.

(2) PAIX EN ALGERIE par la négociation avec ceux contre qui la France se bat, et établir avec l'Algérie comme avec tous les peuples coloniaux — y compris la Guinée — des rapports nouveaux fondés sur l'indépendance, l'égalité des droits et avantages mutuels.

(3) POLITIQUE EXTERIEURE D'INDEPENDANCE FRANÇAISE ET DE PAIX fondée sur la coopération pacifique avec tous les peuples sans exclusive, l'arrêt des expériences atomiques, de la remilitarisation de l'Allemagne et de la course aux armements.

(4) GARANTIE DE L'AVENIR DE LA JEUNESSE par la réforme démocratique et laïque de l'enseignement, la création des emplois nécessaires à la jeune génération, des équipements sportifs, l'aide aux jeunes et futurs ménages.

(5) REDUCTION MASSIVE DES DEPENSES MILITAIRES ET REFORME DEMOCRATIQUE DE L'IMPOT frappant le grand capital et les profiteurs de guerre, afin :

— de donner à l'industrie et à l'agriculture, à la technique, à la recherche scientifique et à la culture les moyens nécessaires à la grandeur française ;

— de donner aux familles et à l'enfance des logements à des prix accessibles et tout ce qui permet d'assurer la santé physique et morale.

— de donner aux collectivités locales et départementales les moyens financiers pour satisfaire les besoins collectifs de nos populations urbaines et rurales tout en réalisant le plein emploi de la main-d'œuvre (construction de logements, écoles, centres d'apprentissage, dispensaires, maternités, foyers des jeunes, des vieux, Terrains de sports, routes, installation de l'eau potable, de l'électricité, etc...)

(6) RESTAURATION DE LA REPUBLIQUE ET CONSTRUCTION D'UNE DEMOCRATIE RENOVEE :

— par l'abrogation des ordonnances prises en violation de l'article 66 de la nouvelle Constitution ;

— par la défense et l'élargissement des libertés démocratiques : liberté d'opinion, libertés syndicales, libertés de la presse et de réunion ;

— par le contrôle du peuple sur ses élus ;

— par une large autonomie communale et départementale.

Car il n'y a pas de grandeur française possible sans une véritable démocratie.

Pour barrer la route à la réaction ; pour réaliser cette politique conforme aux aspirations de notre peuple et aux intérêts de la nation ; pour assurer la présence à l'Assemblée nationale d'un groupe communiste important et lui donner l'autorité de millions de voix :

POUR LA VICTOIRE DE LA REPUBLIQUE ;

POUR L'AVENIR DE LA FRANCE ;

VOTEZ ET FAITES VOTER POUR LE CANDIDAT DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS !

VOTEZ POUR DES HOMMES DU PEUPLE QUI ONT FAIT LEURS PREUVES DE DEFENSEURS COMPETENTS DES INTERETS DES MASSES LABORIEUSES.

Eugène BOUREY,

Ouvrier cimentier
Ancien prisonnier de guerre (Médaille des Evadés)
Secrétaire départemental des Syndicats du Bâtiment
Conseiller Prudhomme, Chevalier du Mérite Social
Membre du Comité Fédéral du Calvados du P.C.F.

Raymond LE BATARD,

Cultivateur
Conseiller Municipal de Monts-en-Bessin
Membre du Comité Fédéral du Calvados du P.C.F.

Imp. LE CORNEC - Vire